

RAPPORT N° 2025/3-02
au bureau de la Communauté
en séance du jeudi 26 juin 2025

OBJET :

REALISATION D'UNE CHAINE DE REFOULEMENT SUR LE SECTEUR DE LA CONFIANCE LES HAUTS A SAINTE-MARIE- APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT ET AUTORISATION DE SOLLICITER LES SUBVENTIONS

-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -

Le Schéma Directeur d'Eau Potable et le retour d'expérience de l'exploitant ont permis de mettre en avant des dysfonctionnements sur le réseau de l'Espérance. L'ARS a notamment constaté que la qualité microbiologique de l'eau distribuée n'était pas maîtrisée sur ce secteur au regard de la vétusté des équipements de potabilisation.

En période de sécheresse, les ressources superficielles des hauts de Sainte-Marie sont également insuffisantes pour maintenir la continuité de service sur le secteur de l'Espérance.

300 abonnés sont concernés chaque année par des plans de coupure en étiage et des dégradations de la qualité de l'eau après les fortes pluies.

Face à ces perturbations, la CINOR a inscrit dans le programme pluriannuel d'investissement du budget annexe de l'Eau Potable les travaux nécessaires à la sécurisation de la distribution d'eau potable sur les hauts de Sainte-Marie

L'opération comprend plus précisément la réalisation d'un réseau d'eau potable de liaison entre le réservoir Piton cailloux et le réservoir Mère Canal et d'un réseau d'eau potable de distribution distinct. Un système de refoulement par surpression pompera l'eau vers le réservoir Mère Canal.

Cette nouvelle chaîne de refoulement permettra à très court terme d'augmenter le volume d'eau potable transférable vers le réseau de l'Espérance.

Cette opération est éligible aux financements de l'Office Français de la Biodiversité au titre de la solidarité interbassin, de l'Office de l'Eau de la Réunion au titre du programme pluriannuel d'intervention 2022-2027 et de l'Etat au titre du Contrat de Convergence et de Transformation 2024-2027. Par conséquent, la CINOR souhaiterait solliciter des subventions auprès de ces financeurs.

Les participations de l'OFB, de l'Office de l'Eau et de l'Etat s'établiraient comme suit :

Sources de financement		Travaux éligibles	Coût total éligible (HT)	Taux	Montant (HT)
Office Français de la Biodiversité	Solidarité interbassin	Totalité de l'opération	1 370 000,00 €	19.8 %	276 000,00 €
Etat	Convergence et de Transformation 2024-2027 Fiche-mesure 22.2.1 « Alimentation en eau potable et assainissement des eaux usées »	Totalité de l'opération	1 370 000,00 €	21.9 %	300 000,00 €
Office de l'Eau de la Réunion	Programme pluriannuel d'intervention 2022-2027	Plafond de 500 € par mètre linéaire de canalisation	750 000,00 €	70 %	525 000,00 €

Au vu de l'ensemble des éléments exposés, le plan de financement s'établirait comme suit :

PLAN DE FINANCEMENT		
SOURCES DE FINANCEMENTS	TAUX (%)	MONTANT (HT)
Office de l'Eau Programme pluriannuel d'aides 2022-2027	38.3 %	525 000,00 €
Etat Contrat de convergence et de transformation 2024-2027	21.9 %	300 000,00 €
Office Français de la Biodiversité Solidarité interbassins	19.8 %	271 000,00 €
Maître d'ouvrage : CINOR (Budget annexe eau potable)	20 %	274 000,00 €
TOTAL (HT)		1 370 000,00 €

Par conséquent, je vous prie de bien vouloir :

- approuver le plan de financement précédent pour la réalisation d'un réseau d'eau potable de liaison entre le réservoir Piton Cailloux et le réservoir Mère Canal sur la commune de Sainte-Marie ;
- autoriser le Président à solliciter des subventions d'un montant de **271 000,00 €** auprès de l'Office Français de la Biodiversité, d'un montant de **300 000,00 €** auprès de l'Etat et d'un montant de **525 000,00 €** auprès l'Office de l'Eau, sur la base du montage financier précédent ;
- approuver la participation financière de la CINOR d'un montant de **274 000,00 €** prévue dans le plan de financement, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

Je vous prie de bien vouloir en délibérer.

Le Président
Maurice GIRONCEL




**DECISION N°2025/3-02
Du bureau de la Communauté
en séance du 26 juin 2025**

OBJET

REALISATION D'UNE CHAINE DE REFOULEMENT SUR LE SECTEUR DE LA CONFIANCE LES HAUTS A SAINTE-MARIE- APPROBATION DU PLAN DE FINANCEMENT ET AUTORISATION DE SOLLICITER LES SUBVENTIONS

-Ce rapport s'inscrit dans l'ENGAGEMENT 21 « S'engager vers une utilisation raisonnée de l'eau potable y compris le traitement de l'assainissement » dans le cadre de l'ORIENTATION 3 « Conduire une Politique de Transition Ecologique » du projet politique de la CINOR -

LE BUREAU DE LA COMMUNAUTE

Vu les dispositions du CGCT ;

Considérant que l'article L. 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, permet à l'organe délibérant de tout EPCI d'accorder des délégations d'attributions au Bureau Communautaire ;

Considérant que dans son avis rendu le 17 décembre 2003, le Conseil d'Etat a jugé que (...) « l'article L.5211-10 autorise l'organe délibérant à déléguer librement ses attributions au Bureau dans toutes les matières autres que les sept qui y sont énumérées par le présent article » (Conseil d'Etat, avis, 17 déc. 2003/n° 258.616, Préfet du Nord) ;

Considérant que le 10 juillet 2020, affaire n° 2020/1-07 le Conseil Communautaire a délégué au Bureau les compétences suivantes :

1. Pour les actes visant la gestion du personnel et la gestion de la rémunération des conseillers communautaires ;
2. Pour attribuer ou résilier les marchés publics et accord-cadre de travaux, fournitures et services y compris maîtrise d'œuvre qui sont supérieurs au seuil des procédures formalisées défini par décret et pour les marchés et accords-cadres de travaux passés après procédure adaptée excédent 1 000 000 d'euros HT (y compris, pour une opération de travaux, tous les lots afférents à cette opération passés en procédure adaptée sur la base des dispositions de l'article 27-III du CMP), ainsi que toutes décisions concernant leurs avenants.
3. Pour prendre toutes décisions concernant les remises éventuelles de pénalités contractuelles (partielles ou totales), liées aux marchés et accords-cadres pour tout type de procédure formalisée ou non ;
4. Pour les plans de financement et des demandes de subventions liés aux dossiers relatifs aux différents marchés susvisés ;
5. Pour les conventions de mandat de maîtrise d'ouvrage, les conventions Publiques d'Aménagement et les concessions d'aménagement ;
6. Pour les conventions avec EDF/GDF, France télécom, CISE, VEOLIA EAU ;
7. Pour les conventions pour les déplacements de réseau et plus généralement toutes les conventions d'occupation du domaine public ;
8. Pour le déclassement du domaine public intercommunal concernant les matériels et mobiliers ;
9. Pour les conventions de toutes natures en relation avec le fonctionnement de la CINOR ;

Considérant par ailleurs que les affaires déléguées par le Conseil Communautaire ne figurent pas parmi les exceptions visées par les sept items de l'article L. 5211-10 du CGCT ;

Considérant enfin que le Bureau Communautaire est devenu depuis 2001 du fait des délégations attribuées par le Conseil Communautaire, l'organe délibérant pour les affaires déléguées ;

Vu l'avis des Commissions,

Sur le RAPPORT n° 2025/3-02 du Président ;

**APRES EN AVOIR DELIBERE
DECIDE**

ARTICLE 1

D'approuver le plan de financement précédent pour la réalisation d'un réseau d'eau potable de liaison entre le réservoir Piton Cailloux et le réservoir Mère Canal sur la commune de Sainte-Marie.

PLAN DE FINANCEMENT		
SOURCES DE FINANCEMENTS	TAUX (%)	MONTANT (HT)
Office de l'Eau Programme pluriannuel d'aides 2022-2027	38.3 %	525 000,00 €
Etat Contrat de convergence et de transformation 2024-2027	21.9 %	300 000,00 €
Office Français de la Biodiversité Solidarité interbassins	19.8 %	271 000,00 €
Maître d'ouvrage : CINOR (Budget annexe eau potable)	20 %	274 000,00 €
TOTAL (HT)		1 370 000,00 €

ARTICLE 2

D'autoriser le Président à solliciter des subventions d'un montant de **271 000,00 €** auprès de l'Office Français de la Biodiversité, d'un montant de **300 000,00 €** auprès de l'Etat et d'un montant de **525 000,00 €** auprès de l'Office de l'Eau, sur la base du montage financier précédent.

ARTICLE 3

D'approuver la participation financière de la CINOR d'un montant de **274 000,00 €** prévue dans le plan de financement, auquel s'ajoute le préfinancement de la T.V.A.

Nombre de votants : 10
Suffrages exprimés : 10
Vote pour : 10
Vote contre : 00
Abstention : 00

Pour extrait certifié conforme

Fait à Sainte-Clotilde

08 JUIL 2025

Le Président,
Maurice GIRONCEL

